

constituent aussi le terreau, et pas seulement le support, des politiques culturelles et éducatives. Elles deviennent parfois le laboratoire social où s'entrecroisent des groupes hétérogènes. Des mobilisations démocratiques inventives y revigorent la citoyenneté. L'intensité de leur empreinte environnementale fait d'elles des enjeux majeurs dans la quête de sobriété.

Par facilité de langage, l'emploi du mot ville perdure, même si cela prête à sourire au regard de son étymologie : une réunion de maisons de campagne ou de villas. On peine encore à s'extraire de l'image ancienne des villes denses d'Europe, enserrées dans des remparts devenus boulevards, celles que les touristes visitent et photographient. Le terme de ville est tellement commode qu'il participe des persistances rétinienne nous empêchant de prendre acte de l'avènement de l'urbain¹, un urbain des modes de vie plus que des cadres de vie, de la quotidienneté plus que de l'esthétique, d'un rapport au monde plus que d'une situation géographique.

C'est donc de l'urbain que nous allons parler ici, et non pas de la ville. D'un urbain, très divers et très vaste, qui est à la fois problème et solution. Problème lorsqu'il cumule les pauvretés et les conflictualités, les pollutions et les gaspillages, les excès de la modernité. Solution lorsque les dynamiques politiques privilégient l'inclusion, la résilience, la participation – mots d'ordre sans

doute galvaudés, de Vancouver à Shanghai, de Mulhouse à Nantes, et pourtant si justes.

1. Voir Françoise Choay, « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », dans *La Ville, art et architecture en Europe, 1870-1993*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1994, p. 26-35.

Dans un monde dont la globalisation n'abolit pas les distances ni ne fait disparaître les « agglomérations », bien au contraire, les questions urbaines sont devenues centrales. Certes, les flux se renforcent : échanges de biens et de services, mobilité des individus, des groupes, des firmes, circulation des idées, propagation des pollutions et des épidémies, etc. Mais cet univers de réseaux se combine de façon diversifiée avec les territoires². Il n'est pas hors-sol.

Signe de la spatialisation croissante des problèmes économiques, sociaux et environnementaux, les bonnes fées internationales se penchent sur les mutations urbaines : Onu Habitat, l'Unesco avec ses cités patrimoniales et ses villes créatives, le Fonds mondial pour la nature (WWF) ; les réseaux internationaux de villes se multiplient pour peser dans la gouvernance mondiale des transitions énergétiques et climatiques ; l'Union européenne crée un référentiel des villes durables.

La France se dit urbaine³, même si la petite musique territoriale y possède des sonorités particulières comme

on le verra au fil des pages. Les questions urbaines mobilisent les institutions publiques : l'État et ses

2. La revue *Flux. Cahiers scientifiques internationaux, réseaux et territoires*, créée par Gabriel Dupuy, propose depuis 2001 des articles sur la thématique des réseaux dans une vision pluridisciplinaire. Voir aussi Pierre Veltz, *Des lieux et des liens. Essai sur les politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2012 ; Olivier Mongin, *La Ville des flux*, Paris, Fayard, 2013 ; Michel Lussault, *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*, Paris, Seuil, 2013.

3. En témoigne la création, en novembre 2015, de France urbaine, association nationale d'élus locaux issue de la fusion de l'Association des maires de grandes villes de France et de l'Association des communautés urbaines de France. Elle regroupe à la fois les grandes villes et les grandes intercommunalités que sont les métropoles, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération et les établissements publics territoriaux franciliens, où réside près de la moitié de la population française.